

La voix de l'Opposition de gauche

Front de gauche. Mobilisez-vous pour que le capitalisme
renoue avec les jours heureux !

19 septembre 2012

Alors qu'ils ont plus de 6 mois pour s'y préparer.

- Les élus de la gauche radicale se sont interrogés à l'occasion de leur journée parlementaire, mardi 18 septembre, sur la manière de mobiliser contre le traité européen dans les deux prochaines semaines. *'Nous avons du pain sur la planche !'*, reconnaît dans son discours d'introduction Nicole Borvo Cohen Seat, présidente du groupe CRC (communiste, républicain et citoyen) au Sénat. Le temps presse, explique l'élue, face aux parlementaires du Front de gauche réunis mardi 18 septembre à Vitry-sur-Seine dans l'amphithéâtre du Musée d'Art contemporain du Val-de-Marne.

Il ne reste plus que quinze jours pour convaincre, insiste-t-elle, quinze jours pour mobiliser et surtout quinze jours pour *'faire de la pédagogie'* à propos du traité budgétaire européen, contre lequel le Front de gauche est en campagne. Le projet de ratification du texte arrive en effet à l'Assemblée nationale le 2 octobre. C'est court, les parlementaires du Front de gauche le savent bien.

Opposer le déficit à la croissance, c'est dénoncer le mauvais capitalisme au profit du bon capitalisme, mode d'emploi fourni par le FdG.

- Elle avoue d'emblée que *'la bataille est loin d'être gagnée pour faire comprendre qu'il faut inverser les priorités entre les déficits et la croissance'*.

Elle est perdue d'avance quelle que soit la ligne politique adoptée par les différents partis, ce qui démontrent qu'elles étaient toutes sans exception erronées, aucun n'en conviendra évidemment puisqu'ils ont tous toujours raison dans leur coin.

Pire, cette bataille aura eu lieu pour rien, puisque son seul objectif n'aura pas été atteint et que le TSCG sera ratifié, alors que si on l'avait menée dans une autre perspective, celle de montrer aux masses que les institutions étaient illégitimes pour ratifier ce traité, les travailleurs auraient pu s'en servir comme levier pour décréter que seules leurs revendications étaient légitimes, ce qui ne sera pas le cas demain.

Pas d'adversaires... parce qu'ils soutiennent le gouvernement et le régime en place.

- Pour autant, la tâche est rude, comme l'explique Eric Bocquet, sénateur du Nord. *"En 2005, la mobilisation pour le oui au traité européen était extraordinaire. Aujourd'hui, nous sommes les seuls à argumenter. Le camp du oui est silencieux, absent du débat. C'est comme un combat de boxe sans adversaire."*

Et l'UMP, les centristes, le PS, le gouvernement, Hollande qui soutiennent le TSCG, ce ne sont pas des adversaires ? Pas vraiment car ils constituent l'ossature des institutions de la Ve République, les attaquer frontalement et rompre avec eux est impensable.

La preuve dans la bouche de Mélenchon.

- S'il déplore lui aussi l'absence de débat, il reconnaît que l'information manque. "*Je ne suis pas sûr que tous les élus locaux aient bien compris ce que ce mécanisme de soi-disant stabilité va apporter. Il va toucher les communes, les collectivités locales*".

C'est vrai qu'ils sont tellement tarés ces élus qu'ils ne savent même pas lire, alors les travailleurs n'en parlons pas ! Du coup, il sera possible une fois ce traité adopté de prétendre que les députés se sont fait "*piéger*", que ce n'est pas de leur faute, qu'ils ne sont pas ce qu'on croit, non, ils sont très bien en fait et la boucle est bouclée.

Soyons "*indulgent*". Envers qui ?

- "*Il faut faire preuve d'indulgence envers vous-même. La confusion est entretenue et nous empêche de prendre pied dans le débat*". Evelyne Didier, sénatrice de Meurthe-et-Moselle, avoue "*mesurer l'ampleur de la bataille idéologique. On essaie tellement de noyer le poisson, les gens ne s'y retrouvent plus*".

Il faut au moins bac +10 pour comprendre les tenants et les aboutissants du TSCG qui ont fait l'objet d'une multitude d'articles dans la presse et la littérature des partis depuis plus de six mois.

Il est vrai que lorsqu'on est incapable ou plutôt qu'on n'a pas la volonté de se placer exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, la "*bataille idéologique*" s'avère difficile, périlleuse même... sans se découvrir. En réalité, ce sont eux qui ne veulent pas la mener.

La manifestation du 30 septembre en soutien à l'Union européenne.

- Les députés et sénateurs veulent aussi travailler "*leur force d'opposition*" pour ne pas passer pour "*des eurosceptiques*", alors qu'ils estiment proposer "*une autre façon de faire l'Europe*", parce que l'UE, ses institutions et son fonctionnement ne se confondraient pas ou n'auraient pas été créés dans un objectif précis; se refuser à le reconnaître, c'est justement se couper des moyens de mener cette "*bataille idéologique*" contre le capital. (source : lemonde.fr 18.09)

Quand Mélenchon reprend à son compte le principal argument contenu dans le TSCG et qui est avancé par ses partisans pour le justifier.

- "*Nous sommes en droit de penser que cette politique (voulue par le traité budgétaire européen) ne conduit nulle part. L'austérité n'assainira pas les comptes publics*", a-t-il appuyé, car il y tient à l'assainissement des comptes publics contenu dans le TSCG, ce qui revient à faire payer aux travailleurs rubis sur l'ongle la dette des capitalistes. Un processus sans fin qu'apparemment Mélenchon ignore ou feint d'ignorer, car lui il sait lire !

Du côté du PS l'"*optimisme*" est de rigueur, et pour cause, la ratification est acquise.

- Malgré le FG, EELV, et les réticences affichées à l'aile gauche du PS, le gouvernement restait optimiste. "*On n'envisage pas le risque que ça ne passe pas*", expliquait-on mardi dans l'entourage du Premier ministre. Les parlementaires UMP, qui défendaient le texte sous présidence Sarkozy, ne pourront guère critiquer un texte identique, sous présidence Hollande. (source : AFP 18.09)